

**Réponse à la consultation publique du 21 décembre 2017 N°2017-19 relative à la mise en œuvre de l'accès régulé des tiers aux stockages souterrains de gaz naturel en France**

*Réponse non-confidentielle*

SIPLEC / E.Leclerc remercie la CRE pour les travaux engagés sur la réforme de l'accès aux stockages de gaz naturel en France et pour nous donner la possibilité de nous exprimer en réponse à cette consultation publique.

En tant que nouvel entrant sur le marché du gaz naturel en France, SIPLEC / E.Leclerc accueille favorablement cette réforme qui pourrait être bénéfique pour le marché en maintenant un accès transparent et non-discriminatoire aux capacités de stockage, mais surtout en s'assurant que tous les acteurs de marché paieront le même coût de stockage pour un même client. Cela permet de se rapprocher des conditions idéales d'un marché concurrentiel où les acteurs construisent leur compétitivité sur leur savoir-faire.

Par ailleurs, l'expérience de ces dernières années a montré les limites d'un système d'accès négocié aux capacités de stockage qui pouvait mettre en danger la sécurité d'approvisionnement. Ainsi la régulation des capacités de stockage paraît la meilleure solution pour assurer la sécurité d'approvisionnement tout en préservant une compétition équitable sur le marché.

Toutefois, si le projet s'inscrit globalement dans la bonne direction, les conditions de sa mise en œuvre sont déterminantes pour s'assurer que ce mécanisme bénéficiera aux clients finals, c'est-à-dire qu'ils paieront le bon prix pour bénéficier de la sécurité d'approvisionnement.

SIPLEC / E.Leclerc identifie à ce stade trois risques de nature à renchérir le coût du stockage pour le consommateur final :

- (i) le périmètre de la régulation et le niveau des revenus autorisés : SIPLEC / E.Leclerc constate que les capacités nécessaires à la sécurité d'approvisionnement entre les obligations actuelles et le projet de réforme vont augmenter. Pour autant, cela ne doit pas conduire à un renchérissement des coûts de stockage. Il est donc essentiel de calibrer le niveau du revenu autorisé des opérateurs de stockage à un niveau cohérent par rapport aux années précédentes. SIPLEC / E.Leclerc constate que le niveau autorisé demandé par les opérateurs de stockage conduirait à une augmentation significative des coûts de stockage, ce qui serait inacceptable pour la communauté ;
- (ii) le mécanisme de dernier ressort : SIPLEC / E.Leclerc estime que, pour garantir le succès de la réforme, le mécanisme de dernier ressort ne doit être activé que dans des circonstances exceptionnelles, et que les règles mises en œuvre doivent permettre de rassurer les acteurs de marché sur ce point. En effet, le mécanisme de dernier ressort crée de fortes incertitudes quant aux coûts associés, et donc à la capacité à répercuter ce coût, et réintroduit une forme d'obligations par acteur de marché. SIPLEC / E.Leclerc souhaiterait que 100% des capacités de stockage nécessaires à la sécurité d'approvisionnement puissent être commercialisés dans le cadre des enchères, en

dimensionnant un prix de réserve le plus bas possible pour sécuriser la vente des volumes, et en laissant les stockeurs définir les produits les plus demandés par les acteurs de marché, pour maximiser les revenus. L'utilisation d'un mécanisme de dernier ressort ne pourra que détruire de la valeur, qu'il soit sous la responsabilité des opérateurs de stockage (qui ne sont pas acteurs de marché et donc n'ont pas vocation à optimiser une capacité de stockage) ou qu'il soit sous la responsabilité des acteurs de marché (puisqu'il crée une incertitude et un surcoût qu'il ne saura répercuter) ;

(iii) la prise en compte des coûts de stockage dans les TRV : il est essentiel pour le bon fonctionnement du marché que les TRV reflètent le coût réel du stockage pour chaque catégorie de client. En particulier :

- alors que le coût réel de stockage est connu au 1<sup>er</sup> avril de chaque année (en cas de succès de la commercialisation), la prise en compte de ce coût dans les TRV n'est effectué qu'au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année. Ce décalage de trois mois, bien qu'existant aujourd'hui, n'a pas de fondement. Nous souhaiterions donc que ce coût puisse être répercuté dès lors qu'il est connu ;
- au-delà du niveau de revenu autorisé demandé par les opérateurs de stockage qui pourrait avoir des répercussions significatives pour le client final, il convient de s'assurer que la méthodologie retenue pour définir l'assiette de la compensation (abordée en question 13) aboutisse à des coûts par client qui soit dans la continuité de ceux existants et éviter les transferts de coûts ;
- enfin, il est impératif, dans l'hypothèse où les acteurs de marché seraient dans l'obligation de souscrire des capacités de stockages suite à l'activation du mécanisme de dernier ressort, que le coût associé puisse être répercuté dans les TRV. Autrement, cela constituera un coût très important pour les acteurs en place et constituera une barrière très importante pour les nouveaux entrants, avec l'existance d'un risque significatif qu'ils ne peuvent maîtriser.

Question 1 : Etes-vous favorable aux principes généraux relatifs à la détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage ?

SIPLEC / E. Leclerc partage l'orientation de la CRE d'utiliser le cadre général en vigueur pour les autres tarifs d'infrastructures de gaz, notamment la méthodologie de détermination du CMPC. Ce cadre garantit la transparence, ce qui constitue un critère essentiel pour le bon fonctionnement du marché.

Question 2 : Etes-vous favorable à l'introduction d'un CRCP afin de régulariser a posteriori les écarts entre les charges et les produits réellement constatés, et les charges et les produits prévisionnels des opérateurs ?

SIPLEC / E. Leclerc est favorable à la cohérence des mécanismes, et donc à l'utilisation du CRCP pour régulariser les charges et produits réellement constatés.

Question 3 : Etes-vous favorable à une première période de régulation courte, de deux ans ?

Compte tenu des délais de mise en œuvre, SIPLEC / E. Leclerc partage le souhait de la CRE de définir une première période de régulation raccourcie afin de pouvoir réaliser un retour d'expérience et ajuster le dispositif pour une deuxième période de régulation plus longue. Une période de deux ans paraît adéquate.

Question 4 : Etes-vous favorable, pour une première période tarifaire, à un cadre tarifaire fondé sur un tarif « 100% au CRCP » et à un apurement annuel de ce CRCP dans la limite de +/- 5% du revenu autorisé prévisionnel ?

SIPLEC / E. Leclerc est favorable à un cadre tarifaire fondé sur un tarif « 100% au CRCP » pour les raisons mises en avant par la CRE.

Question 5 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation ? Si oui, quelle forme souhaiteriez-vous qu'elle prenne ?

SIPLEC / E. Leclerc considère que l'introduction d'une régulation incitative est un outil utile pour garantir l'efficacité des opérateurs de stockage.

S'agissant des solutions proposées par la CRE, si nous partageons l'objectif prioritaire de maximiser les volumes vendus, et l'objectif secondaire de maximiser les revenus issus des enchères, nous pensons que les incitations peuvent être de nature différente. En effet, deux critères essentiels garantissent l'atteinte de ces deux objectifs :

- le niveau du prix de réserve : un prix de réserve compatible avec la « valeur marché » du stockage (tout type de coûts déduits) permet l'attractivité des stockages et donc leur vente à un prix de marché ;
- l'adéquation des produits proposés : la définition de produits répondant aux souhaits du marché permettra de maximiser les recettes

La fixation du prix de réserve étant validée par la CRE, les stockeurs sont les mieux placés pour définir les produits les plus adaptés aux besoins du marché. Il est donc essentiel, en plus de définir une incitation sur les volumes vendus, de définir également un indicateur en valeur. Cela pourrait être un objectif de différence entre le prix de l'enchère et le différentiel été/hiver, stockage par stockage, avec la possibilité pour le stockeur de conserver un pourcentage de cette différence.

Question 6 : Avez-vous des remarques concernant les modalités de calcul de la BAR et les niveaux envisagés par la CRE ?

SIPLEC / E. Leclerc accorde toute sa confiance à la CRE pour définir les modalités de calcul et les niveaux les plus appropriés, dans la continuité des coûts existants pour la communauté.

Question 7 : Avez-vous des modalités alternatives de calcul de la BAR à proposer ?

Question 8 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de taux de rémunération des actifs envisagées par la CRE ?

Question 9 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charge de capital envisagées par la CRE ?

Question 10 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?

Question 11 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de revenus autorisés envisagées par la CRE ?

Le revenu autorisé demandé par les opérateurs de stockage conduirait à une hausse significative des revenus autorisés (+25% par rapport à 2016) et donc des coûts de stockage pour le client final.

Cette situation serait tout à fait préjudiciable pour le consommateur français, il est donc indispensable de limiter le revenu autorisé des opérateurs de stockages dans les bornes définies par la CRE.

Question 12 : Etes-vous favorable à l'assiette envisagée par la CRE ?

L'assiette envisagée par la CRE a le mérite de garantir la continuité par rapport au système d'obligations actuels. En revanche, Siplec / E.Leclerc constate que le périmètre de régulation retenu dans le projet de régulation (environ 150 TWh) est plus important que le niveau d'obligations actuelles (environ 90 TWh). Dans un contexte où les actifs de stockage représentent un coût par rapport à la valeur marché de la modulation (valeur intégrant les différents coûts), il sera important de s'assurer que la réforme ne génèrera pas de surcoût pour le consommateur.

Question 13 : Parmi les méthodes proposées, laquelle vous semble la plus pertinente pour définir l'assiette de la compensation ?

SIPLEC / E.Leclerc privilégie la méthode 2 qui reflète davantage le véritable besoin de modulation de chaque client, et en particulier des clients à souscription. Toutefois, SIPLEC / E.Leclerc partage le biais identifié par certains acteurs de marché sur l'utilisation de la CAR (qui, par construction, est ramenée par le coefficient TCC à une température de référence, celle de Paris-Montsouris), alors que le besoin de pointe est calculée au niveau de la station météo la plus proche (via le coefficient zi). SIPLEC / E.Leclerc souhaiterait ainsi que les GRD / GRT puissent analyser plus en détails les effets introduits par ce biais, et en cas d'impacts importants, de mettre en œuvre une solution plus robuste, à appliquer dès que possible.

Question 14 : Avez-vous des remarques complémentaires sur les méthodes envisagées ?

SIPLEC / E.Leclerc n'a pas de remarques complémentaires.

Question 15 : Etes-vous favorable à la proposition de GRTgaz selon laquelle chacun des deux GRT verse une compensation aux opérateurs de stockage ?

SIPLEC / E.Leclerc n'a pas de préférence entre la proposition de GRTgaz et celle de TIGF.

Question 16 : Etes-vous favorable aux principes généraux envisagés par la CRE pour la commercialisation des capacités de stockage pour la première année ?

SIPLEC / E.Leclerc partage les principes généraux envisagés par la CRE ainsi que les objectifs visés. Nous soulignons l'importance de pouvoir maximiser les souscriptions de capacités de stockage dans le cadre des enchères. En effet les bénéfices attendus de cette réforme sont, parmi d'autres :

- de sécuriser l'approvisionnement en gaz du marché français,
- de donner de la visibilité aux acteurs de marché sur les règles d'accès au stockage, et sur les coûts associés ;
- de pouvoir allouer les capacités de stockage sur la valeur marché, permettant ainsi une véritable concurrence entre les différents outils de flexibilité, mais également de mettre à disposition toute la souplesse offerte par les stockages en France ;

L'atteinte de ces objectifs passent par une souscription maximale des capacités de stockage. En effet, alors que le mécanisme de dernier ressort n'est pas encore totalement connu, un coût additionnel pourrait apparaître pour les acteurs de marché, coût qui ne serait pas prévisible et donc difficilement répercutable sur le client final. Il est indispensable de rassurer les acteurs de marché sur le fait que le mécanisme de dernier ressort ne sera utilisé que de manière exceptionnelle et pour prévenir une défaillance non anticipée du mécanisme d'allocation des capacités de stockage. Dans le cas contraire, un risque pèsera sur les acteurs de marché, et donc des coûts supplémentaires qui pourront être différents selon le portefeuille de chaque acteur. En fonction des règles précises qui seront mises en œuvre, cela pourrait même conduire à une distorsion de concurrence. Le bénéfice de la réforme en serait alors nettement amoindri.

Question 17 : Etes-vous favorable à une phase de commercialisation initiale de 4 ou 5 semaines permettant la commercialisation de 100% des capacités disponibles avant le 31 mars 2018 ?

SIPLEC / E.Leclerc est favorable à une phase de commercialisation permettant de viser un objectif de 100% des capacités vendues avant le 31 mars 2018, mais de débiter les enchères une fois tous les paramètres connus : caractéristiques des produits, règles exactes, éventuelles informations sur le prix de réserve, etc.

Nous pensons qu'il est préférable d'attendre une visibilité parfaite sur ces éléments, quitte à réduire la période de commercialisation.

Question 18 : Quel calendrier hebdomadaire vous paraît préférable ?

SIPLEC / E.Leclerc n'a pas de préférence entre les deux options présentées.

Question 19 : Etes-vous favorable à la règle proposée par la CRE concernant la constitution des lots commercialisés ?

Il nous paraît utile, au moins pour la première année, de segmenter la commercialisation des différents produits en lots. Cela va permettre aux acteurs de pouvoir calibrer leurs stratégies. Pour les années futures, un retour d'expérience sera utile pour savoir s'il convient de maintenir ce lotissement, et notamment le dimensionnement de la quantité par lot. Il sera notamment utile de vérifier que les prix adjugés pour le premier lot ne sont pas structurellement en-dessous du prix des lots suivants pour le même produit. En effet, la vente en plusieurs lots pourrait inciter les acteurs à ne pas proposer le meilleur prix pour la première enchère et d'attendre la seconde enchère, surtout si le nombre de participants est faible.

Question 20 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant le nombre maximal de produits pouvant être proposés par chaque opérateur ?

SIPLEC / E.Leclerc partage la proposition de la CRE. Compte tenu du temps nécessaire à la modélisation et la valorisation de chaque produit et du calendrier resserré, il est important de ne pas démultiplier le nombre de produits et de rester sur des produits connus par les acteurs de marché.

En cible, nous partageons l'objectif de la CRE de laisser un maximum de liberté aux opérateurs de stockages pour définir les produits les plus appropriés et donc ceux qui permettront de maximiser les recettes.

Question 21 : Etes-vous favorable au transfert d'une capacité non attribuée à l'issue d'une enchère sur une autre enchère du même produit ou sur la capacité commercialisable d'un autre produit tel que proposé par TIGF ?

Comme indiqué précédemment, il est impératif de pouvoir commercialiser l'intégralité des capacités de stockages nécessaires à la sécurité d'approvisionnement, nous sommes donc favorables à ce que les opérateurs de stockage puissent reverser les invendus d'un produit sur un autre produit.

Question 22 : Etes-vous favorable à ce qu'aucun autre produit que les produits standards ne puisse être commercialisé avant la fin de la phase de commercialisation initiale ?

SIPLEC / E.Leclerc partage le fait de limiter la phase de commercialisation initiale aux produits standards définis en amont. Il est important de donner un maximum de visibilité aux acteurs.

Question 23 : Une fois la commercialisation initiale terminée, êtes-vous favorable aux modalités proposées par la CRE ?

En cas de non-atteinte du seuil minimal nécessaire à la sécurité d'approvisionnement au 31 mars 2018, SIPLEC / E.Leclerc s'interroge sur l'utilité de poursuivre la commercialisation sur les mêmes produits avec les mêmes conditions de prix de réserve. En effet, s'il existe des

invendus, c'est que le produit n'intéresse pas le marché au prix de réserve défini. Il est alors nécessaire de :

- définir un prix de réserve plus bas
- ou
- modifier les caractéristiques du ou des produits

Question 24 : Etes-vous favorable à ne pas commercialiser de capacités sur plusieurs années avant l'été 2018 ?

SIPLEC / E.Leclerc n'a pas de préférence sur le calendrier de commercialisation des capacités pluriannuelles. Toutefois, il serait raisonnable de pouvoir effectivement constater le succès des enchères pour la saison 2018 / 2019 avant de lancer la commercialisation des années suivantes.

Question 25 : Etes-vous favorable à une enchère à fixing pour la commercialisation des produits relatifs à l'année de stockage 2018-2019, avec un réexamen possible du type d'enchère pour les années suivantes ?

Compte tenu du nombre de produits proposés et le nombre de lots par produit, une enchère à fixing est préférable car elle permet de minimiser le temps nécessaire à la phase de commercialisation.

L'organisation d'enchères ascendantes sera possible à condition que :

- le nombre d'acteurs est suffisamment important pour chaque produit ;
- le prix de réserve et les incréments sont suffisamment bien calés pour éviter des enchères inutilement longues

Question 26 : Etes-vous favorable à un prix d'adjudication fixé en *pay as cleared* ?

SIPLEC / E.Leclerc est favorable à un prix d'adjudication fixé en *pay as cleared*. Un prix adjudgé en *pay as bid* ne pourra se concevoir qu'à partir du moment où :

- il y aura une transparence parfaite sur les éléments permettant de valoriser le stockage
- et surtout qu'il y ait un nombre d'acteurs suffisants pour chaque produit

Question 27 : Etes-vous favorable à la méthode d'expression de la demande de chaque participant proposée par les opérateurs ?

SIPLEC / E.Leclerc est favorable à la méthode proposée.

Question 28 : Etes-vous favorable à la méthode de fixation de l'enchère et d'attribution des capacités proposée par les opérateurs ?

SIPLEC / E.Leclerc est favorable à la méthode proposée.

Question 29 : Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage soient libres de commercialiser les capacités de stockage sur la plateforme de leur choix la première année ?

SIPLEC / E.Leclerc y est favorable compte tenu des délais contraints.

Question 30 : Etes-vous favorable à la publication du prix de réserve en amont de chaque enchère ?

Compte tenu du fait qu'une formule (ou une constante) est prévue pour définir le prix de réserve, il est préférable de le publier. Toutefois, nous partageons l'avis de Storengy, notamment si les produits sont vendus en plusieurs lots. Certains acteurs pourraient être incités à ne pas proposer leurs meilleurs prix sachant qu'une autre enchère sera organisée ultérieurement. Cela est d'autant plus vrai que le prix de réserve est connu.

Pour éviter ce phénomène, nous préconisons un prix de réserve le plus bas possible afin de garantir la participation du plus grand nombre d'acteurs et de créer les conditions qui permettront à l'enchère de révéler la valeur marché la plus élevée possible.

Question 31 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un prix de réserve nul pour tous les produits de stockage ?

Pour les raisons évoquées à la question précédente, SIPLEC / E.Leclerc y est favorable. SIPLEC / E.Leclerc est également favorable à pouvoir introduire des prix de réserve négatifs dans des cas particuliers où les différences de prix saisonniers ne permettent pas de compenser les coûts associés (coûts de transaction bid/ask, coûts d'injection / soutirage, BFR etc.). Ceci pourrait être opportun pour la commercialisation des stockages du sud de la France pour l'année prochaine.

Comme indiqué précédemment, le succès de la réforme ne sera pleinement assuré que si le mécanisme de dernier ressort n'est pas activé (ou dans des circonstances exceptionnelles).

Question 32 : Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, souhaiteriez-vous qu'ils tiennent compte de la performance des produits ?

Si des prix de réserve non nuls devaient s'appliquer, SIPLEC / E.Leclerc ne souhaite pas qu'ils tiennent compte de la performance des produits. En effet, les acteurs les plus à même de valoriser la performance des produits sont les acteurs de marché, en tenant compte notamment de la volatilité des prix de marché. Introduire un critère de performance qui ne serait pas basé sur des critères de volatilité des prix crée un risque de ne pas calibrer correctement le prix de réserve et donc de générer des invendus.

Question 33 : Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, seriez-vous favorable à la proposition de Storengy de tenir compte de la moindre attractivité des stockages du Sud pour l'année 2018-2019 en minorant les prix de réserve de ces stockages ? Ou bien seriez-vous favorable à la proposition de TIGF ?



SIPLEC / E.Leclerc est favorable à la proposition de Storengy qui est de nature à maximiser les volumes vendus.

Question 34 : Si des prix de réserve non nuls devaient s'appliquer, considérez-vous que les constantes figurant dans la formule proposée par Storengy soient bien dimensionnées ?

SIPLEC / E.Leclerc n'a pas d'avis sur les constantes proposées. Si une formule de ce type devait être mise en place, les constantes devront être actualisées chaque année.

Question 35 : Etes-vous favorable à la proposition de Storengy concernant les modalités de commercialisation du stockage de gaz B ?

SIPLEC / E.Leclerc n'a pas de remarques sur la proposition de Storengy concernant les modalités de commercialisation du stockage de gaz B.

Question 36 : Etes-vous favorable à la création de la « Concertation Stockage », avec un format proche de ceux des Concertation Gaz et Concertation GNL ?

SIPLEC / E.Leclerc y est favorable.

Question 37 : Etes-vous favorable au calendrier proposé pour les travaux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage pour les prochaines années ?

SIPLEC / E.Leclerc est favorable au calendrier proposé.